



## EXPRESSO

# Bac Blanquer: Gabriel Attal se lance dans les corrections

## L'HISTOIRE DU JOUR

**Le nouveau ministre de l'Éducation a annoncé dimanche le report à juin des épreuves de spécialité du bac ainsi que l'interdiction de l'abaya.**

Par  
**CÉCILE BOURGNEUF**

Tout ça pour ça. Un an seulement après sa mise en place effective, le bac Blanquer est déjà en grande partie enterré. Gabriel Attal, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, a annoncé dimanche au 20 heures de TF1 le report des épreuves de spécialités en juin, au lieu du mois de mars, et ce dès 2024, «pour garantir la mobilisation des élèves, leur assiduité». Annulées en 2020 et 2021 à cause du Covid puis repoussées pour la même raison l'année suivante, lesdites épreuves se sont tenues pour la toute première fois à la mi-mars cette année, comme le prévoyait la réforme de l'ancien locataire de la rue de Grenelle. Avec des conséquences prévisibles: une course contre la montre pour terminer les

programmes dans les crous, avec une pression exacerbée pour les élèves, et des classes de plus en plus désertées avant même les vacances de Pâques. Le mois de mars avait été choisi pour que les notes des deux épreuves de spécialités soient prises en compte par la plateforme d'accès à l'enseignement supérieur Parcoursup. Et que l'enseignement supérieur puisse ainsi sélectionner les candidats de façon plus objective, les notes ne reposant pas uniquement sur le contrôle continu.

«**Reconquérir**». La conséquence: le 12 avril, jour des résultats de leurs épreuves de spécialités (qui représentent un tiers de la moyenne finale au bac), les terminales connaissent en effet déjà plus de 80 % de leur

note totale au bac. Celles du contrôle continu (40% de la moyenne finale) et du bac de français (10 %) étant elles connues au cours de l'année de terminale et en fin de première. Alors qu'il leur restait encore en juin la philo (8 %) et le grand oral, qui comptent pour 18% de la note finale, de nombreux élèves avaient opté pour des cours à la carte, désertant les salles de classe. Forcément, en loupant des cours, les élèves ensuite risquent d'être moins préparés dans la poursuite de leurs études. «*Cela fait quinze ans que les ministres de l'Éducation parlent de reconquérir le mois de juin, maintenant c'est le troisième trimestre qu'il faut reconquérir*», avait même reconnu Pap Ndiaye, le prédécesseur de Gabriel Attal. Pour corriger le tir, Pap Ndiaye avait annoncé en juin vouloir réfléchir à une

idée inspirée du modèle britannique, celle d'une admission dans le supérieur (donc via Parcoursup) conditionnée «à un travail régulier et assidu au troisième trimestre». Mais Emmanuel Macron, qui a assuré mercredi dans une interview fleuve au *Point* que l'éducation faisait partie de son domaine «réservé» a finalement décidé de rétro-pédaler. Après avoir hésité à maintenir les épreuves de spécialités en mars en donnant par exemple plus de valeur au grand oral avec un meilleur coefficient, c'est finalement la deuxième hypothèse de travail qui a été retenue par l'exécutif avec ce report pur et simple. Comme le réclamait l'ensemble des syndicats enseignants face à ce calendrier qu'ils jugeaient impossible à tenir. Le nouveau calendrier du bac sera précisé mi-septembre, selon une source proche du dossier





qui indique également à *Libération* que la formule du grand oral devrait aussi être revue. Le projet d'orientation, qui constitue aujourd'hui la troisième partie de cette épreuve, devrait être supprimé.

«*Ce report va dans le bon sens puisque c'était ce qu'on demandait depuis le début, c'est-à-dire depuis trois ans, se réjouit Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU, le principal syndicat des collèges et de lycées. Mais ça ne règle pas tout le sujet bac Blanquer puisqu'il reste encore la question du contrôle continu et de la façon dont le bac va s'articuler.*» Alors que les professeurs devront revoir l'organisation de leurs cours à une semaine de la rentrée scolaire, le ministère va lui plancher, selon les informations du *Parisien*, confirmées à *Libération*, sur un travail d'harmonisation des notes des contrôles continus pour éviter d'amplifier les inégalités entre les élèves avec un diplôme d'une valeur différente selon leur lieu de scolarisation. Le ministère réfléchit aussi à la façon dont il pourrait remobiliser les élèves de seconde, qui désertent les classes en juin, en raison notamment des nombreux examens tenus en cette période dans les lycées. Parmi les pistes envisagées : un stage obligatoire de deux semaines en juin dans une association ou une entreprise ou le service national universel (SNU) qui sera intégré dès mars 2024 au temps scolaire, avec un stage de douze jours pour les élèves de classe volontaires.

«**Laïcité**». Interrogé ensuite

dimanche sur l'augmentation du port des abayas, ces tenues traditionnelles venues du Moyen-Orient portées par-dessus d'autres vêtements, dans des collèges et lycées, Attal a indiqué qu'il ne serait plus possible de les porter à l'école, contrairement à Pap Ndiaye, qui avait laissé la main sur ce sujet aux proviseurs. Le nouveau ministre a affirmé qu'il voulait s'entretenir «*dès la semaine prochaine*» avec les responsables d'établissement et leur donner des «*règles claires au niveau national*». «*La laïcité, c'est une liberté de s'émanciper par l'école*», a martelé le ministre. Dès sa nomination rue de Grenelle fin juillet, Attal avait jugé que venir à l'école en abaya était «*un geste religieux, visant à tester la résistance de la République sur le sanctuaire laïque que doit constituer l'École*», promettant d'être «*ferme sur ce sujet*». ◆





Gabriel Attal à Saint-Denis de la Réunion, le 17 août.

PHOTO RICHARD BOUHET . AFP

